



## **DECLARATION CNSIS DU 9 OCTOBRE 2024**

Monsieur le président, mesdames et messieurs les élu(e)s, cher(e)s collègues

La composition du gouvernement a pris du temps selon les commentateurs, mais les groupes de travail chargés de travailler sur les préconisations du rapport sur le volontariat de l'inspection Générale de l'Administration n'ont pas été créés alors que 9 mois se sont écoulés depuis la publication de ce rapport.

Alors qu'on voit notre organisation des secours s'affaiblir en territoire, les recettes proposées sont toujours les mêmes, celles qui depuis 40 ans n'ont pas résolu le problème, ne font qu'augmenter le coût des secours sans pour autant remonter la pente.

En ne respectant que peu de règles, chaque jour quelque part sur le territoire nous n'arrivons plus à assurer des délais acceptables de présentation du premier engin. De plus, des questions se posent : Est-il complet ? Les agents armant le véhicule ont-ils les compétences requises ? Personne ne peut l'affirmer.

Dans un contexte budgétaire complexe, les services d'incendie et de secours seront mis à contribution, les conseils départementaux n'ont plus les capacités de lever l'impôt, le bloc communal ne voyant sa contribution augmenter que du montant de l'inflation et du nombre d'habitants. Le montant des subventions des conseils départementaux pourrait stagner, ce qui équivaut à une perte de financement, des subventions pourraient diminuer ce qui se ressentirait sur le budget fonctionnement ou le budget d'investissement.

La Sécurité Civile n'est pas une priorité ni de ce gouvernement ni des précédents, les pactes capacitaires s'ils sont appréciables, ne changent pas la donne.

Les démarches envers l'Union Européenne pour le statut du pompier volontaire français finalement réussi ou pas ne remonterait pas la pente non plus, couronnée de succès, ce qui n'est vraiment pas probable, cela maintiendrait le statu quo, pas ou peu de règle à respecter, mais pas plus de volontaires ni de disponibilité.

Le statu quo... n'est pas une solution.

La diminution du nombre d'interventions ne l'est pas non plus.

Le Beauvau de la Sécurité Civile qu'on nous dit reprendre prochainement, seul ne permettra pas de sauver le soldat Sécurité Civile à la française.

L'engagement des agents professionnels, volontaires, administratifs, techniques bien que parfois au-delà du raisonnable ne suffira pas non plus.

Il faut un changement de cette organisation, au risque de n'avoir que des promesses pour le faire fonctionner.

Monsieur le président, mesdames et messieurs les élu(e)s, cher(e)s collègues, merci de votre attention.